

Compte-rendu de mandat L'Europe de l'agrobusiness

La politique agricole commune (PAC) est la première politique commune de l'Europe. Elle gère 45 milliards d'euros, soit plus de 40 % du budget des Quinze.

Cette politique exclusivement placée sous la responsabilité du Conseil et de la Commission a en quelques décennies imposé aux agricultures européennes un modèle productiviste, concentrant la production et les subventions agricoles entre les mains de puissants agroindustriels (lire p. 8 et 9). Des centaines de milliers d'exploitations - surtout petites - ont été supprimées ; des millions d'emplois agricoles sont à présent menacés dans les nouveaux Etats membres de l'Union européenne comme la Pologne.

Mais le modèle productiviste est également nocif pour la qualité des produits et la biodiversité. La campagne des lobbies de l'agroalimentaire pour imposer les organismes génétiquement modifiés (OGM) illustre tout à fait la politique de l'Union européenne.

Les représentants de l'agrobusiness ont réussi à supprimer le moratoire sur les OGM en Europe. Au Parlement européen, bien que sans pouvoir sur la PAC, Alain Krivine et Roseline Vachetta ont cependant combattu et dénoncé la subordination des producteurs et des consommateurs à la logique dominante du profit capitaliste. Ils sont intervenus cinq fois au Parlement pour résister à la levée du moratoire. Ils ont tenté, avec d'autres députés, les Verts notamment, de refuser un seuil "tolérable" d'OGM. Alain Krivine et Roseline Vachetta ont participé avec les paysans et les associations de défense de l'environnement à la lutte contre la malbouffe et les diktats des multinationales (Monsanto-Novartis). Ils ont soutenu les syndicalistes paysans emprisonnés pour leur action, comme José Bové et François Dufour.

L'autre corollaire de l'agrobusiness a été le développement de crises sanitaires majeures. Rien qu'entre 1999 et 2004, les consommateurs européens ont pu avoir sur leurs tables des poulets à la dioxine, de la vache folle ou des eaux polluées à la nitrite...

En réponse à la logique marchande et productiviste, les eurodéputés de la LCR ont exigé que les agrocriminels soient mis hors d'état de nuire et ils ont été les partisans d'une autre politique agricole commune, une agriculture paysanne durable, respectueuse des agriculteurs, des consommateurs et de l'environnement.

Délégation de la LCR au Parlement européen

Vous trouverez les détails du mandat de nos députés sur le site web : <http://www.lcr-europe.org> .

Rouge n° 2067 du 03/06/2004